

Albanais expulsés à Toulouse, la bobosphère islamogauchiste en émoi... le cirque habituel

écrit par Maxime | 22 août 2021



<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-des-familles-albanaises-expulsees-d-un-squat-et-privees-de-leurs-effets-personnels-2218657.html>

Des Albanais sans permis de séjour occupent sans titre des logements de la République – donc du contribuable – et se font expulser au bout de deux ans. Quoi de plus normal que cette expulsion et quoi de plus anormal que ce délai

extrêmement long pour qu'elle soit prononcée ?

2 ans d'occupation d'un immeuble à Toulouse, ville où il est cher de se loger, cela représente plusieurs milliers d'euros de loyer donc autant de manque à gagner pour les finances publiques.

Mais il y a toujours une collection de pleurnichards pour ne pas voir plus loin que le bout de leur nez et s'en offusquer.

En cette période de vaccinite aiguë, une piqûre de rappel sur le tableau désespérant de cette France naïve ou plus sûrement complice qui voudrait faire de notre pays une passoire migratoire.

Un collectif de soutien se dit "scandalisé", mais scandalisé de quoi ?

Du droit de propriété qui a valeur constitutionnelle, puisant ses racines dans la Rome antique et sans doute même bien avant (n'était-on pas propriétaire de son gibier probablement durant la Préhistoire par exemple ?) ?

Du droit des citoyens de contrôler l'emploi des ressources publiques de l'article 14 de la Déclaration de 1789, de valeur constitutionnelle lui aussi ?

Pourquoi les membres du collectif ne vont-ils pas vivre en Albanie si la loi française ne leur convient pas, loi constitutionnelle naturelle, la plus ancienne qui soit en République française et non une de ces lois artificielles votées une nuit d'été des années 2000, 2010, 2020 avec un hémicycle quasiment vide... ?

Puisqu'ils aiment tant leurs Albanais, pourquoi n'iraient-ils pas vivre avec eux dans leur pays ?

Collectif qui critique une expulsion en plein été... ils auraient préféré une expulsion en hiver ?

Quant au temps que les expulsés ont eu pour récupérer leurs effets personnels, ce n'est pas quelques minutes mais 2 ans d'occupation illégale qui leur a été laissé.

Il y aura toujours des gens pour défendre l'indéfendable. Et parmi eux des voilées portant des pancartes, seraient-elles par hasard sensibles à l'appartenance de ces Albanais à l'islam ? Avec des slogans clairement pas sortis de la tête d'Einstein...

Toulouse : des familles albanaises expulsées d'un squat et privées de leurs effets personnels

Le 29 juillet dernier, 3 familles albanaises ont été expulsées d'anciens logements de fonction du lycée Berthelot à Toulouse qu'ils squattaient depuis 2019. A la rue, elles n'ont plus de logement et n'arrivent pas à récupérer leurs effets personnels. Le collectif de soutien 57 se dit "scandalisé".

Publié le 20/08/2021 à 07h01

Le squat du 57 rue Achille Viadieu à Toulouse, locaux appartenant au lycée Berthelot, muré cet été après l'expulsion des familles albanaises. juillet 2021. • © Collectif 57.

Depuis le 17 décembre 2019, huit familles albanaises étaient installées illégalement au 57, rue Achille Viadieu à Toulouse, dans un bâtiment appartenant au lycée Berthelot, et donc à la Région Occitanie. Dès le mois de janvier 2020, le tribunal administratif ordonnait une expulsion.

À ce sujet, la rédaction vous recommande

[Toulouse : manifestation de soutien devant la préfecture pour des familles albanaises menacées d'expulsion](#)

Soutenues par des enseignants et des citoyens, le Collectif 57, ces familles ont pu rester et s'installer dans le bâtiment. L'an passé, un certain nombre d'entre elles ont

accepté l'aide au retour en Albanie proposée par la préfecture et ont quitté Toulouse le 22 juin 2020.



Manifestation de soutien ce lundi devant la préfecture de Haute-Garonne. • © Thierry Villeger / FTV

Le 29 juillet dernier, les trois dernières familles, encore sur place, ont été expulsées sur ordre de la justice et se retrouvent à la rue.

Une expulsion scandaleuse pour le Collectif 57

Le Collectif 57 engagé depuis le début dans le soutien de ces familles en détresse vient, une nouvelle fois, de tirer la sonnette d'alarme.

Nous sommes scandalisés ! Ces trois familles sont sans solution de relogement. *Elles ont été mises à la rue en plein été.* Ils sont 17, parmi eux, certains sont très malades et 7 jeunes sont scolarisés dans différents établissements de la ville dont plusieurs mineurs au collège Berthelot.

Emilie Tillaux du Collectif 57.

Depuis plusieurs mois, la région Occitanie, propriétaire du

bâtiment où vivaient ces familles, a proposé d'aider à la régularisation de leurs papiers en préfecture. Mais les dossiers n'ont jamais vraiment avancé. Concernant l'occupation des locaux, en raison de la non conformité des lieux, la collectivité a toujours stipulé que ces occupations étaient illégales, dangereuses et ne pouvaient pas durer.

Le tribunal administratif leur interdit de revenir dans le squat

Dans un communiqué, le Collectif 57 dénonce aujourd'hui une expulsion prévue de longue date et scandaleuse. Ils n'ont en effet eu que quelques minutes pour évacuer les lieux. Parmi ces Albanais, aujourd'hui à la rue, sept sont scolarisés à Toulouse. En début de semaine, le tribunal administratif leur a interdit de pouvoir revenir dans leur squat pour récupérer leurs affaires personnelles et leurs matériels scolaires.

" Nous sommes près de la rentrée scolaire et ces familles albanaises ne peuvent même pas récupérer leurs ordonnances, leurs vêtements, ni leurs affaires scolaires de leurs enfants, je trouve cette situation totalement inhumaine ! ", conclut Emilie Tillaux du Collectif 57.

Des demandes de logements d'urgence

Les membres du Collectif 57 ont contacté officiellement la direction du lycée Berthelot et le Rectorat pour que ses familles puissent récupérer leurs affaires. Ils attendent une réponse.

Quant au logement des familles, d'autres recours seront déposés à la fin du mois pour que ces familles puissent bénéficier d'un logement d'urgence, au plus vite et que les enfants puissent vivre sereinement leur rentrée scolaire.